

strasbourg : autonomie et autonomie

En proclamant l'autonomie de l'Université, le Conseil Etudiant entendait signifier la rupture avec le gouvernement central, et l'incompétence en matière d'Education Nationale du Ministère.

Mais le terme « autonomie » n'a pas été compris de cette manière par tout le monde. La presse allemande s'en étant fait l'écho, le N.P.D. crut qu'il s'agissait là d'une revendication autonomiste alsacienne, et dépêcha divers émissaires pour entrer en contact avec les promoteurs de cette entreprise sécessionniste imaginaire. Après plusieurs jours de contacts, on s'aperçut que ce n'était pas un canular. Les nouveaux personnages qui vinrent alors se présenterent comme des dirigeants du N.P.D., promettaient l'aide de 6.000 (six mille) hommes armés et demandaient en échange les locaux nécessaires au stockage des armes et à l'établissement d'un central téléphonique. Ils assuraient pouvoir disposer de chars. Plusieurs centaines d'Allemands de quarante ans et plus étaient déjà en permanence à Strasbourg sous l'alibi d'orchestres folkloriques et de tourisme. Par ailleurs, on voyait apparaître de jeunes Allemands prétendus correspondants de journaux allemands dans les différents services de presse du mouvement étudiant ainsi que quelques éléments plus que suspects (certains français, d'autres non) qui se mêlaient aux groupes de discussion. L'objectif du N.P.D. était apparemment de profiter d'un affrontement avec la police ou l'armée pour provoquer un début de guerre civile.

Il va sans dire que le N.P.D. en a été pour ses frais, les étudiants ayant discrètement pris les mesures nécessaires pour désamorcer ce danger.

D'autres tentent une autre forme de récupération du mot d'ordre d'autonomie : ce sont les doyens et professeurs conservateurs ou réactionnaires, qui, profitant de la pression exercée par le mouvement étudiant sur le pouvoir central, veulent obtenir pour eux-mêmes le droit de gérer librement une « enveloppe budgétaire » annuelle — ils seraient bien entendu assistés de quelques représentants étudiants. Pour justifier le tout, ils prévoient une « expérience-pilote » étalée sur trois ans, et concernant le domaine pédagogique (méthodes d'enseignement, examens). Seulement, pour ne pas perturber le système national des équivalences, ils suggèrent déjà que cette expérience prenne pour « loi-cadre »... les structures de la Réforme Fouchet.

Un coup pour rien ?

Groupe J.C.R. de Strasbourg.

ELECTIONS-TRAHISON

Après trois semaines de « journées folles » F.G.D.S. et P.C. respirent : avec la campagne électorale, ils retrouvent enfin leur terrain de combat. Pour ces partis réformistes et électoralistes, la perspective du bulletin de vote a une valeur magique. A la veille du mouvement révolutionnaire, les rapports « unitaires » étaient relativement bons, ils avaient été forgés à l'occasion de deux campagnes électorales, de temps en temps sortait un texte qui sans être un programme de gouvernement n'en était pas moins suffisant pour se faire élire. C'est alors qu'éclata ce « mouvement de masse d'une ampleur inégalée » tant attendu par le P.C., mais à la grande déconvenue de nos stratèges, il ne s'agissait pas d'un raz de marée dans les urnes mais d'une floraison de barricades et d'occupation d'usines. Dès lors, cette fameuse unité qui progresse depuis 15 ans selon les textes de tous les congrès du P.C.F. volait en éclat. Mitterrand, paralysé et impuissant, se refusait à rencontrer le P.C., louchant vers la droite en vue de construire une éventuelle combinaison de rechange au gaullisme.

La direction du P.C. quant à elle, débordée sur la gauche, saisissait toutes les perches pour faire rentrer le mouvement dans la légalité républicaine. Dès l'annonce du référendum, le Bureau Politique n'hésitait pas à lancer la campagne du NON, mais le mouvement dans la rue était trop puissant et De Gaulle dut reculer. Aujourd'hui, la fonction des prochaines législatives apparaît clairement. Comprenez parfaitement où était le talon d'Achille des partis ouvriers, De Gaulle désamorce le mouvement révolutionnaire et casse la grève générale. La démocratie bourgeoise va faire le reste, dans le cadre d'une loi électorale adéquate, à égalité le CRS et l'ouvrier en grève vont voter alors que les jeunes de moins de 21 ans, les travailleurs étrangers qui ont été à l'avant-garde des luttes n'ont pas le droit de se prononcer. Dans un contexte où la prise du pouvoir était possible, l'acceptation des élections revient à cautionner la dernière manœuvre d'autodéfense de la bourgeoisie. Il ne s'agit donc pas d'un scrutin normal en régime bourgeois où les partis ouvriers se comptent sur un programme et jugent de leur influence dans la classe ouvrière. En conséquence, l'attitude de l'avant-garde face à cette échéance, doit être sans ambiguïté.

Nous ne cautionnerons d'aucune façon cette opération de mystification, nous ne voterons pas cette fois-ci pour le P.C. qui a accepté de vendre la lutte révolutionnaire de dix millions de travailleurs pour quelques millions de bulletins de vote. Et si l'on nous accuse alors de faire le jeu du gaullisme nous répondrons au Waldek-Rochet, au Mitterrand et autre Mendès, qu'en acceptant cette mascarade dans une période révolutionnaire, ce sont eux qui, en fin de compte, auraient permis au gaullisme de se maintenir. Durant la campagne électorale, la J.C.R. tiendra partout des meetings pour expliquer le sens de ces élections, elle montrera comment il était possible d'en finir avec le gaullisme et le capitalisme, elle expliquera où mène la politique de capitulation des partis réformistes de façon à éduquer, et à renforcer la nouvelle avant-garde révolutionnaire qui s'est dégagée dans les luttes et à en faire une force de frappe décisive pour les prochains combats. Outre les meetings, la J.C.R. organisera des manifestations de rue où se retrouveront tous les jeunes qui, s'ils ne peuvent pas voter, ont clairement montré sur les barricades quelles étaient leurs aspirations. Les révolutionnaires ne resteront pas chez eux, ils iront aux urnes pour déposer un bulletin indiquant qu'ils ont déjà voté pour le socialisme rue Gay-Lussac et à travers l'action directe dans les usines occupées : ils manifesteront ainsi qu'ils n'attendent rien de cette opération de récupération.

A. K.

même en médecine

Lénine disait qu'une situation devient révolutionnaire à l'évidence lorsque même les garçons de café et les coiffeurs se mettent en grève.

Les étudiants en médecine étaient classiquement les garçons de café et les coiffeurs du Quartier Latin.

Soumis à un « cursus universitaire » où la brimade et l'abrutissement font bon ménage pendant une petite dizaine d'années de leur vie, tous ces fils de la bonne bourgeoisie (pour 95 % d'entre eux) semblaient résolus à monnayer leur progression dans la carrière comme autant de salive dépensée à lécher les bottes des mandarins, grands patrons, grands seigneurs de la médecine française.

Or, après une première participation (minoritaire) aux barricades de la rue Gay-Lussac, le lundi 13 mai, la Fac est occupée. Des commissions s'installent et travaillent ; un comité d'action fonctionne. Mais le naturel est difficile à chasser : le climat est à la « contestation », pas encore à la révolution : si les grands patrons sont déstitués de leur fonction et remplacés par des collégialités associant personnel infirmier et administratif, étudiants, médecins et enseignants ; si le Conseil de l'Ordre, qui mérite bien son nom, est quelque temps occupé, avant que les médecins réactionnaires ne soient réintroduits par la police ; les assemblées générales se font houleuses lorsque de la réforme hospitalo-universitaire on passe à la révolution dans la société.

Mais à la faveur du travail qui est entrepris dans les hôpitaux, une nouvelle division sociale voit le jour : à l'encontre de l'ancienne répartition-personnel d'un côté, médecins et futurs « collègues » de l'autre — se forme ce bloc impensable jadis, entre les étudiants et les infirmières, infirmiers, les élèves désormais majoritaires contre le bastion fortement ébranlé des patrons, agrégés, et autres sommités.

La mentalité de l'étudiant en médecine est bouleversée ; ses modèles sacrés se sont déconsidérés à ses yeux en quelques jours. Dans les AG il vote aux acclamations la « solidarité active avec les travailleurs en lutte » et ne conçoit plus la réforme que comme l'un des aboutissants du combat livré dans la rue contre la bourgeoisie — et même si le réformisme l'imbebe encore quelque peu, il se dit révolutionnaire et accepte avec enthousiasme de voir la bannière rouge flotter sur sa faculté.

Un livre blanc est publié où toute l'organisation de la santé en France est désintégrée au profit d'une médecine sociale et non de caste.

Contre tous les réformismes, le problème du pouvoir est posé par ceux-là même que la bourgeoisie croyait ses enfants choyés et qu'elle essaiera sans doute de réintégrer au bercail. C'est le bercail qu'il faut faire sauter.

Quand bien même il ne le ferait tout de suite, une telle expérience est ineffaçable. Elle a montré aux étudiants en Médecine quels étaient leurs alliés : non pas ceux qui les méprisaient du haut de leur chaire et dans leur service hospitalier, mais ceux qu'ils côtoyaient tous les jours dans les hôpitaux.

L'acte révolutionnaire que constituait l'occupation des facultés et la destitution du mandarinate médical a engendré l'engagement dans le processus général de la Révolution et enfin la prise de conscience que, quel que soit l'issue immédiate du combat, c'est dans un tel combat que les étudiants en médecine pourraient enfin l'exprimer librement.

C. M.